

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 7 JUIN 2024

La réunion du conseil communal a eu pour sujet principal l'organisation scolaire 2024/2025.

Au début de la séance le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) a invité le conseil à respecter une minute de silence en mémoire de la « plus grande génération » qui a libéré l'Europe il y a 80 ans et dont le sacrifice permet de décider démocratiquement de l'avenir de la commune. M. Zeimet a rappelé qu'avec M. Bernard Ney, un Bettembourgeois a participé activement au débarquement en Normandie le 6 juin 1944 et que M. Ney fut le seul Luxembourgeois à être nommé compagnon de la Libération par le Général De Gaulle.

M. Zeimet a informé le conseil qu'à ce jour, 1062 personnes ont pris part à la consultation citoyenne portant sur la communication et la participation citoyenne de la commune. Le sondage reste ouvert à la participation jusqu'au 30 juin 2024 pour tous les citoyens âgés de 16 ans et plus. Le bourgmestre a félicité M. Patrick Hutmacher en sa qualité de président du SC Bettembourg pour la promotion de l'équipe seniors masculine en première ligue.

Organisation scolaire provisoire 2024/2025

En introduction à la présentation de l'organisation scolaire pour l'année 2024/2025, le bourgmestre a rappelé le programme communal pour la modernisation des infrastructures scolaires et d'accueil. Le concept pédagogique des maisons d'éducation prévoit d'offrir sur les trois campus existants une offre scolaire et d'accueil. La construction d'un quatrième campus avec la maison d'éducation « ëm de Bechel » est en cours et une mise en service est envisagée pour la rentrée 2025. L'extension des infrastructures scolaires et d'accueil est nécessaire afin de permettre la création de nouveaux logements. Lors d'une prochaine séance, la commission des finances fera le point sur l'évolution des coûts de la construction sachant que le devis initial sera dépassé. Pour la rentrée scolaire de cette année une annexe de l'école de Noertzange avec deux salles de classe supplémentaires sera prête. L'avant-projet pour une nouvelle maison d'éducation à Noertzange sera révisé en fonction de la situation financière actuelle. Le projet de modernisation de la « Schoul am Duerf », fera l'objet d'une estimation des coûts de rénovation du bâtiment actuel. Le conseil communal pourra ainsi décider en toute connaissance de cause des suites à donner aux différentes options lors de l'élaboration du budget pour l'année 2025.

L'échevine déléguée à la politique scolaire, Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG), a remercié tous les partenaires scolaires pour la bonne collaboration avant de présenter l'organisation scolaire 2024/2025. Celle-ci repose sur un contingent de leçons de 2 228 heures alloué par le ministère de l'Éducation nationale, comprenant 2 037 heures de base et 8,5 postes supplémentaires pour



les élèves à besoins éducatifs spécifiques, les remplaçants permanents, les classes d'accueil et le centre d'apprentissage.

Le personnel scolaire totalise 140 personnes : 112 enseignants diplômés (dont certains sont déchargés pour d'autres missions, 7 éducatrices pour les classes de l'éducation précoce, 9 éducatrices affectées au centre d'apprentissage pour enfants à besoins particuliers, un instituteur pour le développement scolaire, un instituteur pour les compétences numériques, ainsi que 10 postes supplémentaires votés en séance à huis clos.

L'échevine a souligné la stabilité des effectifs avec 1 056 élèves, bien que ce nombre puisse augmenter avec les futurs projets de construction de logements dans la commune.

L'enseignement fondamental regroupe des élèves de 91 nationalités différentes, avec 43% d'élèves étrangers et 67% ne parlant pas le luxembourgeois comme première langue. 122 élèves à besoins spécifiques fréquentent l'enseignement fondamental, dont 16 sont soutenus par l'équipe de soutien pour enfants à besoins éducatifs spécifiques, 44 dans les centres d'apprentissage et 62 sont pris en charge dans leurs classes respectives grâce au système de l'appui intégré. De plus, 21 enfants demandeurs de protection internationale résidant dans le foyer pour DPI sont encadrés dans les classes d'accueil des bâtiments « Schoul am Duerf » et « Reebou ».

Pour l'année scolaire 2024/2025, 67 classes sont prévues, avec une moyenne de 15,6 élèves par classe : 16 classes pour le cycle 1, 17 pour le cycle 2, 13 pour le cycle 3 et 15 pour le cycle 4. Dans l'éducation précoce qui est facultative, les inscriptions atteignent actuellement quelque 80% des 125 enfants y autorisés, le maximum de 20 élèves par classe ne pouvant pas être dépassé. Le budget alloué pour les excursions est de 10 000 euros pour le cycle 1 et de 20 000 euros pour les cycles 2 à 4. Pour les colonies, le budget est de 6 000 euros pour le cycle 1 et de 50 000 euros pour les cycles 2 à 4. Il s'agit de déplacements de plusieurs jours au Luxembourg ou à l'étranger pour le cycle 4. Des critères environnementaux définis en collaboration avec les comités des écoles doivent dans tous les cas être respectés.

Josée Lorsché a également présenté divers projets pédagogiques, dont une collaboration avec l'asbl OMEGA 90 à l'école « Reebou » pour enseigner aux élèves du cycle 3 une approche respectueuse et compréhensive de la maladie, la mort, le décès et le deuil. Elle a aussi mentionné l'enseignement musical en partenariat avec l'école régionale de musique de Dudelange, permettant aux enfants fréquentant le SEA de suivre des cours sur place. Parmi les nombreuses activités scolaires soutenues et financées par la commune, l'échevine a cité également la journée en forêt, les sorties hebdomadaires en forêt et au jardin communautaire, l'atelier de cinématographie et d'éducation aux médias, l'atelier de lecture Anne Frank, la coupe scolaire, les activités sportives de la LASEP, la journée du sport scolaire, la participation au festival LiteraTour et l'éducation routière. Josée Lorsché a aussi évoqué un nouveau projet avec la Médecine scolaire et la Ligue médico-sociale sur la nutrition saine, où les enfants prennent leur petit-déjeuner en classe et apprennent à connaître la chaîne alimentaire, ainsi que l'éducation sexuelle et affective avec la sage-femme Fabienne Michaux de même que les projets de sécurité sur internet avec BeeSecure. Un autre projet innovant est la journée des jeux de société à la « Sonneschoul ». Enfin, l'échevine a annoncé que la fête commune de l'école « Schoul am Duerf » et le SEA Sporthal sera organisée cette année comme Green Event ce qui constitue un grand défi faisant preuve des efforts fournis par le personnel enseignant et éducatif et les parents d'élèves dans le domaine du développement durable.



Les plans de développement scolaire, établis individuellement dans chaque école, incluent tous le soutien pour les enfants à besoins spécifiques, les compétences en lecture et le soutien linguistique dans les cycles inférieurs. Josée Lorsché a d'ores et déjà annoncé que les plans de développement scolaire devront à l'avenir tenir compte de la participation et du droit d'expression des enfants en tant que droits fondamentaux. Comme la déclaration du collège échevinal prévoit déjà la mise en place d'une représentation d'enfants et de jeunes afin de les associer à tous les projets communaux les concernant, cet objectif pourra également être intégré aux plans de développement scolaire dans les écoles et au sein des SEA.

Mme Lorsché s'est en outre réjouie de pouvoir annoncer qu'il n'y a plus d'enfants sur liste d'attente pour une place au sein du SEA.

M. Patrick Hutmacher (LSAP) a exprimé ses préoccupations quant à l'avenir de la maison d'éducation « ëm de Bechel ». Au cours des cinq dernières années, le nombre d'élèves est resté stable à 1 050, contrairement aux prévisions du plan directeur de 2019, qui en anticipait 1 100. À son ouverture, il n'y aura pas d'élèves nouveaux dans la commune, ce qui risquerait de laisser l'école vide. Il se demande alors quelle sera la réaction de la commune dans ce cas. Le conseiller s'inquiète également du fait que 67 % des élèves fréquentant l'enseignement fondamental dans la commune ne parlent pas luxembourgeois à la maison. Selon lui, ces élèves ont besoin d'un enseignement dans une autre langue, idéalement dans une école européenne. Une école européenne vient d'ouvrir à Luxembourg-ville, et deux autres sont en cours de planification à Dudelange et à Esch/Alzette. Dans cinq ans, alors que le plan directeur prévoit 1 200 élèves à Bettembourg, ces enfants fréquenteront probablement une école européenne, ce qui pourrait laisser les maisons d'éducation de Bettembourg désertées.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) se dit impressionné par l'excellente organisation de l'école, qui parvient à concilier multiculturalisme, diversité linguistique et besoins spécifiques des enfants. Son parti se félicite des nombreuses activités en plein air, des excursions favorisant la cohésion des classes, du soutien apporté aux initiatives culturelles, sportives et de santé, ainsi que de l'engagement démocratique manifesté dans les écoles.

M. Alain Gillet (CSV) a exprimé sa satisfaction pour l'extension de l'école à Noertzange, laquelle permettra au personnel enseignant de mieux accomplir son travail et offrira un espace dédié à la formation aux nouvelles technologies de l'éducation. Il ne comprend pas l'inquiétude du parti socialiste quant à la possibilité que la nouvelle maison d'éducation « ëm de Bechel » reste vide. Selon le conseiller, il est essentiel de construire d'abord les infrastructures nécessaires à accueillir les enfants des nouveaux citoyens qui s'installeront dans les nouveaux logements en cours de construction.

M. Guy Frantzen (LSAP) a évoqué le projet de l'alphabétisation en français. Contrairement à l'année dernière, le Ministère a annoncé que cette nouvelle méthode d'enseignement sera désormais déployée sur l'ensemble du territoire national et il s'est demandé si ce projet serait également mis en œuvre à Bettembourg.

L'échevine Mme Lorsché a répondu à M. Hutmacher que la maison d'éducation « ëm de Bechel » ne restera avec certitude pas vide, car de nombreux projets de construction de logements sont en route. Avec une moyenne de 1,7 enfant par famille luxembourgeoise, l'extension des infrastructures scolaires s'avère incontournable. Le collège échevinal veut anticiper cette nécessité et éviter une navigation à vue. Une future rénovation de la « Schoul am Duerf » ne peut par ailleurs pas être réalisée pendant son fonctionnement, ce qui nécessite des solutions de



délocalisation des élèves. En ce qui concerne la qualité de l'enseignement, l'échevine souligne que les enfants peuvent être mieux encadrés lorsque l'espace est suffisant, de sorte à permettre un enseignement différencié et adapté aux besoins. Au cas où une ou deux salles de classe resteraient inoccupées, celles-ci pourront de toute façon être mises à disposition d'un centre de compétences national, tel que par exemple celui pour enfants concernés par un trouble du spectre d'autisme, à condition que le ministère assure à la commune le personnel qualifié. Mme Lorsché a répondu à M. Frantzen qu'il y a actuellement quatre projets pilotes au Luxembourg pour l'alphabétisation en français, avec un très faible effectif par classe. Cette alphabétisation qui a été décidée par le ministère de l'Éducation nationale ne constitue néanmoins pas une filière francophone en tant que telle puisque les enfants alphabétisés en français doivent également présenter des compétences en allemand dans les cycles supérieurs. Une évaluation des quatre projets pilotes en cours est prévue par le ministère afin d'en définir la suite.

En ce qui concerne les écoles internationales, la commune n'a aucune influence sur les décisions concernant leur emplacement, de tels projets étant mis en place par le Gouvernement, respectivement la Chambre des Députés dans le cadre de lois spéciales. De plus, à Bettembourg, aucun terrain n'est disponible pour y construire une école internationale ou un lycée du fait que les terrains encore vides font partie des zones d'activités qui sont quant à eux réservées à des activités économiques.

Elle a ajouté que le gouvernement a prévu l'alphabétisation en deux langues selon l'accord de coalition. L'échevine soulève la question comment un tel régime pourra garantir une qualité satisfaisante, sachant que ces classes devront être munies de deux enseignants et que la pénurie d'enseignants pose déjà à l'heure actuelle un grand problème.

Le bourgmestre a réaffirmé qu'il partage les vues de l'échevine et de M. Gillet concernant les craintes du parti socialiste sur la vacance de la maison d'éducation « ëm de Bechel ». Il a rappelé que le vote d'un nouveau projet PAP sera à l'ordre du jour lors d'une prochaine séance du conseil. M. Zeimet a expliqué que les crises sanitaires et du secteur de construction ont ralenti la croissance démographique de la commune et qu'il est crucial de ne pas oublier que pour un enseignement plus moderne, plus d'espace est nécessaire.

Le conseil communal a approuvé à l'unanimité des voix l'organisation scolaire 2023/2024.

Règlement relatif à l'octroi d'une prime d'accession à la propriété

Le bourgmestre M. Zeimet a expliqué que la commune octroie des primes pour l'acquisition d'un nouveau logement au sein de la commune. Chaque bénéficiaire d'une aide étatique peut ainsi recevoir une aide communale supplémentaire à hauteur de 60% du montant accordé par l'Etat, plafonnée à 4 500 euros. Suite aux récentes modifications législatives concernant les aides individuelles au logement, la réglementation communale correspondante doit également être mise à jour. La condition d'habiter le logement subventionné pendant 10 ans est réduite à deux ans conformément à la base légale. En cas de déménagement avant ce délai le bénéficiaire doit dorénavant rembourser l'intégralité de la prime.

De 2012 à 2023, 172 ménages ont bénéficié de cette aide communale, pour un montant total de 441 282 euros.



Le conseil communal a approuvé à l'unanimité le nouveau règlement relatif à l'octroi d'une prime d'accession à la propriété.

Règlement concernant les distinctions honorifiques et distinctions de mérite

Le conseil a unanimement adopté un règlement définissant les distinctions honorifiques et les distinctions de mérite qui peuvent être décernées sur décision du conseil communal.

Le bourgmestre a expliqué que le titre de citoyen d'honneur, le prix littéraire pour jeunes, les prix de mérite pour bénévoles et sportifs sont ainsi reconnus par une base réglementaire. A ce jour la citoyenneté d'honneur a seulement été reconnue au libérateur de la commune de Bettembourg, le général américain James H. Polk.

Modifications du règlement de la circulation

L'échevin Jean Marie Jans (CSV) a expliqué que, conformément à la déclaration échevinale, des modifications et ajoutées ont été apportées au règlement communal de la circulation routière pour transformer certaines rues en rues cyclables, établissant ainsi une liaison entre les pistes cyclables existantes. Cette initiative vise principalement à sécuriser les cyclistes. Les rues concernées sont les suivantes : rue du Château, rue du Curé, rue Michel Hack, rue de l'Indépendance et rue des Prés à Bettembourg, rue de l'Eglise à Fennange, rue du Ruisseau et rue du Moulin à Huncherange et la rue de l'Ecole à Noertzange. Les rues Dicks, Luc et Valérie Strecker-Steffen à Bettembourg seront également adaptées en rues cyclables après la fin des travaux de reconstruction du Pont Emile Hammerel.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) se félicite du symbole fort et très important que représente la mise en place de rues cyclables. Selon le conseiller, il s'agit d'un pas vers une meilleure cohérence du réseau cyclable. Il souhaite que ces rues soient bien signalisées et que des contrôles réguliers y soient effectués. Toutefois, il a précisé qu'il s'agissait d'une solution intermédiaire, l'objectif final étant d'établir un réseau cyclable continu et séparé du trafic automobile.

Pour M. Jeff Gross (CSV), cette modification revêt également une dimension symbolique. En tant que président de la commission de la mobilité, il a déclaré que des membres de la commission souhaitaient transformer davantage de rues en voies cyclables. Cependant, ils ont décidé d'attendre des retours d'expérience avant d'en convertir d'autres, notamment aux abords des écoles. Le conseiller a souligné l'importance de bien identifier et contrôler ces rues, ainsi que d'assurer une communication transparente de la commune afin d'informer tous les usagers de la route sur la signification de ce type de rue.

Pacte Nature

L'échevine Mme Josée Lorsché a informé le conseil que la commune sera la première du pays à se soumettre à l'audit pour la certification or (minimum 70%) dans le cadre du Pacte Nature, prévu le 17 juin 2024. Le conseil a approuvé deux mesures prises dans le cadre de la participation de la commune à ce pacte.



La première mesure impose un pourcentage minimal de 15 % de non-scellement des surfaces de circulation (places publiques, trottoirs, parkings) dans les nouvelles zones résidentielles (PAP) par rapport au total des surfaces de circulation, y inclus les routes et pistes cyclables.

La deuxième mesure concerne le concept de gestion des paysages ouverts, élaboré en collaboration avec le Sicona. Ce concept vise à promouvoir la biodiversité et les services écosystémiques en milieu non urbain, en ciblant les terrains se trouvant dans la propriété de la commune et classés en surfaces agricoles, non agricoles et mixtes. L'échevine souligne que pour les surfaces destinées par le biais d'un bail à l'agriculture, il est prévu de collaborer étroitement avec les agriculteurs concernés et de les soutenir, voire consulter dans leurs efforts d'augmenter la biodiversité sur les terrains en question.

Questions des conseillères et des conseillers

M. Patrick Kohn (ADR) a demandé l'impact des travaux effectués au carrefour de la Route d'Esch à Huncherange et les mesures prévues pour éviter de nouvelles inondations dans la Rue du Ruisseau à Huncherange.

L'échevin M. Graas a confirmé que Bettembourg est régulièrement touchée par des inondations, avec une intensité accrue récemment, notamment dans la région du « Mierbech ». Le bassin versant du « Mierbech », recevant une grande partie des eaux en provenance de la commune de Mondercange, joue un rôle crucial. Les communes de Bettembourg et Mondercange collaborent pour trouver des solutions, avec l'aide du bureau d'experts EEPI. Ainsi des étangs pour retenir l'eau de pluie vont être mis en place et le déversoir à l'intersection de la rue du Ruisseau et de la route d'Esch, qui refoulait l'eau dans le canal lors de crues, a été supprimé. La commune continue également à collaborer avec les citoyens pour mettre en œuvre d'autres mesures. Cependant, l'échevin a conclu qu'il faudra s'attendre à une augmentation des variations météorologiques dans les années à venir.

M. Kohn a également demandé des précisions sur l'entretien du revêtement en bois des nouveaux ateliers communaux et a souhaité savoir si l'entretien d'une façade standard n'aurait pas été moins coûteuse.

Le bourgmestre M. Zeimet a rappelé que le projet des ateliers communaux avait été approuvé lors d'une période de mandat précédente, ce qui rend difficile l'estimation actuelle du coût d'une façade standard. Les différents bâtiments des nouveaux ateliers ont été construits par phases, et les revêtements en bois des façades ont été installés à des moments différents, entraînant des variations de teinte. Non traité, le bois change de couleur avec le temps jusqu'à devenir uniforme. L'appréciation de cette esthétique varie selon les observateurs.

Commissions consultatives communales

Sur proposition des conseillers LSAP, le conseil communal remplace M. Ben Bausch par M. Marc Mayer à la Commission de l'égalité des chances et de la cohésion sociale et Mme Izabela Golinska par Mme Françoise Goerend à la Commission du développement durable.



BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 7. JUNI 2024

Hauptthema der Sitzung des Gemeinderats war die Schulorganisation 2024/2025.

Zu Beginn der Sitzung forderte Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) den Rat auf, eine Schweigeminute im Gedenken an die "größte Generation" einzulegen, die Europa vor 80 Jahren befreit hat und deren Opfer es ermöglichten, demokratisch über die Zukunft der Gemeinde zu entscheiden. Laurent Zeimet erinnerte daran, dass mit Bernard Ney ein Bettemburger aktiv an der Landung in der Normandie am 6. Juni 1944 beteiligt war und dass er der einzige Luxemburger ist, der von General De Gaulle zum „Compagnon de la Libération“ ernannt wurde. Der Bürgermeister informierte den Rat darüber, dass bislang 1.062 Personen an der Bürgerbefragung teilgenommen haben, die sich mit der Kommunikation und Bürgerbeteiligung der Gemeinde befassen. Die Umfrage bleibt bis zum 30. Juni 2024 für alle Bürger ab 16 Jahren zur Teilnahme offen.

Er gratulierte Patrick Hutmacher in seiner Eigenschaft als Präsident des SC Bettemburg zum Aufstieg der Herren-Seniorenmannschaft in die erste Liga.

Vorläufige Schulorganisation 2024/2025

Zur Einführung der Schulorganisation für das Jahr 2024/2025 erinnerte der Bürgermeister an das kommunale Programm zur Modernisierung der Schul- und Betreuungsinfrastruktur. Das pädagogische Konzept der Bildungshäuser sieht vor, dass auf den drei bestehenden Campus ein Schul- und Betreuungsangebot bereitgestellt wird. Der Bau eines vierten Campus mit dem Bildungshaus "ëm de Bechel" ist im Gange, und die Inbetriebnahme wird zum Schulbeginn 2025 angestrebt. Der Ausbau der Schul- und Betreuungsinfrastruktur ist notwendig, um die Schaffung von neuem Wohnraum zu ermöglichen. In einer der nächsten Sitzungen wird der Finanzausschuss über die Entwicklung der Baukosten beraten, da der ursprüngliche Kostenvoranschlag überschritten wird. Zum Schulbeginn dieses Jahres wird ein Anbau an der Schule in Nörtzingen mit zwei zusätzlichen Klassenzimmern fertiggestellt sein. Das Vorprojekt für ein neues Bildungshaus in Nörtzingen wird aufgrund der aktuellen Finanzlage überarbeitet. Das Projekt zur Modernisierung der "Schoul am Duerf" wird einer Kostenschätzung zur Renovierung des aktuellen Gebäudes unterzogen. Der Gemeinderat kann somit in voller Kenntnis der Sachlage entscheiden, wie die verschiedenen Optionen bei der Aufstellung des Haushalts für das Jahr 2025 weiterverfolgt werden sollen.

Die für die Schulpolitik zuständige Schöffin, Josée Lorsché (DÉI GRÉNG), dankte allen Schulpartnern für die gute Zusammenarbeit, bevor sie die Schulorganisation 2024/2025 vorstellte. Diese basiert auf einem vom Bildungsministerium zugewiesenen Stundenkontingent von 2.228 Stunden, bestehend aus 2.037 Basisstunden und 8,5 zusätzlichen Stellen für Schüler mit besonderen Bildungsbedürfnissen, Ersatzpersonal, Aufnahmeklassen und das Lernzentrum. Das Schulpersonal umfasst insgesamt etwa 140 Personen: 112 ausgebildete Lehrer, von denen einige für andere Aufgaben freigestellt sind, 7 Erzieherinnen für die Klassen der Früherziehung, 9 Erzieherinnen für die Lernzentren, ein Lehrer für Schulentwicklung, ein Lehrer für digitale Kompetenzen sowie 10 zusätzliche Stellen, über die in der nichtöffentlichen Sitzung abgestimmt wurde.



Josée Lorsché betonte die Stabilität der Schülerzahlen mit 1.056 Schülern, wohlwissend dass die besagten Zahlen mit den zukünftigen Wohnungsbauprojekten voraussichtlich steigen. Die Grundschule umfasst Schüler mit 91 verschiedenen Nationalitäten. 43% der Schüler besitzen nicht die luxemburgische Nationalität. 67% sprechen zu Hause als erste Sprache nicht Luxemburgisch. 122 Schüler mit besonderen Bedürfnissen besuchen die Grundschule, davon werden 16 von den verschiedenen Unterstützungsteams (ESEB) betreut, 44 werden in Lernzentren und 62 in ihren jeweiligen Klassen durch eine integrierte Förderung unterstützt. Darüber hinaus werden 21 Flüchtlingskinder, die im Foyer für Asylsuchende wohnen, in den Aufnahmeklassen der Gebäude "Schoul am Duerf" und "Reebou" beschult.

Für das Schuljahr 2024/2025 sind 67 Klassen geplant, mit einem Durchschnitt von 15,6 Schülern pro Klasse: 16 Klassen für Zyklus 1, 17 für Zyklus 2, 13 für Zyklus 3 und 15 für Zyklus 4. In der freiwilligen Früherziehung erreichen die Anmeldungen derzeit rund 80% der 125 dafür zugelassenen Kinder, wobei die Höchstzahl von 20 Schülern pro Klasse nicht überschritten werden darf.

Das Budget für Exkursionen beträgt 10.000 Euro für Zyklus 1 und 20.000 Euro für die Zyklen 2 bis 4. Für Ferienlager beträgt das Budget 6.000 Euro für Zyklus 1 und 50.000 Euro für die Zyklen 2 bis 4, einschließlich mehrtägiger Reisen innerhalb Luxemburgs oder ins Ausland für den Zyklus 4. Umweltkriterien, die in Zusammenarbeit mit den Schulkomitees festgelegt wurden, müssen dabei eingehalten werden.

Schöffin Josée Lorsché stellte auch verschiedene pädagogische Projekte vor, darunter eine Zusammenarbeit mit OMEGA 90 asbl an der Schule "Reebou", um den Schülern des Zyklus 3 einen respektvollen und verständnisvollen Umgang mit Krankheit, Tod, Sterben und Trauer zu lehren. Sie erwähnte auch den Musikunterricht in Partnerschaft mit der regionalen Musikschule in Düdelingen, der es den Kindern, die die SEA besuchen, ermöglicht, Musikunterricht vor Ort zu erhalten.

Unter den zahlreichen schulischen Aktivitäten, die von der Gemeinde unterstützt und finanziert werden, nannte Josée Lorsché auch den Waldtag, die wöchentlichen Ausflüge in den Wald und den Gemeinschaftsgarten, den Filmworkshop und die Medienerziehung, die Anne-Frank-Lesewerkstatt, die Coupe scolaire, die sportlichen Aktivitäten der LASEP, den Schulsporttag, die Teilnahme am LiteraTour-Festival und die Verkehrserziehung. Die Schöffin erwähnte auch ein neues Projekt mit der Schulmedizin und der sozialmedizinischen Liga über gesunde Ernährung, bei dem die Kinder im Klassenzimmer frühstücken und die Nahrungskette kennen lernen, sowie die Sexual- und Affektiverziehung mit der Hebamme Fabienne Michaux und die Projekte zur Internetsicherheit mit BeeSecure. Ein weiteres innovatives Projekt ist der Tag der Gesellschaftsspiele in der "Sonneschoul". Schließlich kündigte Josée Lorsché an, dass das gemeinsame Schulfest der "Schoul am Duerf" und der SEA Sporthal in diesem Jahr als Green Event organisiert wird.

Die Schulentwicklungspläne, die in jeder Schule individuell erstellt werden, beinhalten die Förderung von Kindern mit besonderen Bildungsbedürfnissen, die Lesekompetenz und die Sprachförderung in den unteren Klassenstufen. Josée Lorsché hat bereits angekündigt, dass die Schulentwicklungspläne künftig die Partizipation und das Recht auf Meinungsäußerung der Kinder als Grundrechte berücksichtigen müssen. Da die Erklärung des Schöffenkollegiums bereits die Einrichtung einer Vertretung von Kindern und Jugendlichen vorsieht, um sie an allen sie betreffenden kommunalen Projekten zu beteiligen, kann dieses Ziel auch in die Schulentwicklungspläne in den Schulen und in den SEAs aufgenommen werden.



Josée Lorsché freute sich außerdem, mitteilen zu können, dass keine Kinder mehr auf der Warteliste der Betreuungsstrukturen (SEA) zu verzeichnen sind.

Patrick Hutmacher (LSAP) äußerte seine Besorgnis über die Zukunft des Bildungshauses "ëm de Bechel". In den letzten fünf Jahren sei die Zahl der Schüler mit 1.050 stabil geblieben, entgegen den Prognosen des Masterplans von 2019, der 1.100 Schüler erwartete. Bei der Eröffnung werde es keine neuen Schüler in der Gemeinde geben, wodurch die Gefahr bestehe, dass die Schule leer stehen könnte. Er fragte, wie die Gemeinde in einem solchen Fall reagieren würde. Das Ratsmitglied zeigte sich besorgt, dass 67 % der Grundschüler, zu Hause nicht Luxemburgisch sprechen und seiner Meinung nach Unterricht in einer anderen Sprache, idealerweise in einer Europäischen Schule, benötigten. Angesichts der neuen Europäischen Schule in Luxemburg-Stadt und geplanter Schulen in Düdelingen und Esch-sur-Alzette könnten die Bildungshäuser in Bettemburg in fünf Jahren, wenn der Masterplan 1.200 Schüler vorsieht, leer stehen.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) lobte die hervorragende Organisation der Schule, die Multikulturalität, sprachliche Vielfalt und die besonderen Bildungsbedürfnisse der Kinder in Einklang bringt. Seine Partei hob die zahlreichen Outdoor-Aktivitäten, Ausflüge, die den Klassenzusammenhalt fördern, sowie die Unterstützung von Kultur-, Sport- und Gesundheitsinitiativen sowie das demokratische Engagement in den Schulen hervor.

Alain Gillet (CSV) zeigte sich zufrieden mit der Erweiterung der Schule in Nörtzingen, die dem Lehrpersonal bessere Arbeitsbedingungen und Raum für die Ausbildung in neuen Bildungstechnologien bietet. Er versteht die Sorge der Sozialistischen Partei nicht, dass das neue Bildungshaus "ëm de Bechel" leer stehen könnte. Das Ratsmitglied betonte, dass die notwendige Infrastruktur für Kinder der neuen Bewohner, die im Bau befindlichen Wohnungen ziehen werden, zuerst geschaffen werden muss. "

Guy Frantzen (LSAP) sprach das Projekt der Alphabetisierung in französischer Sprache an. Das Ministerium habe angekündigt, diese Lehrmethode landesweit einzusetzen, und so erkundigte sich das Ratsmitglied, ob dieses Projekt auch in Bettemburg umgesetzt werde.

Schöffin Josée Lorsché antwortete Ratsmitglied Hutmacher, dass das Bildungshaus „ëm de Bechel" aufgrund zahlreicher Wohnungsbauprojekte nicht leer stehen werde. Mit einem Durchschnitt von 1,7 Kindern pro Familie sei der Ausbau der schulischen Infrastruktur unumgänglich. Das Schöffenkollegium will dieser Notwendigkeit vorgreifen und eine Navigation auf Sicht vermeiden. Eine zukünftige Renovierung der "Schoul am Duerf" erfordert Lösungen zur Auslagerung von Schülern, da diese während des Schulbetriebs nicht durchgeführt werden kann. Josée Lorsché betonte, dass ausreichend Platz für differenzierten und bedarfsgerechten Unterricht notwendig ist. Sollten ein oder zwei Klassenräume nicht besetzt werden, könnten diese nationalen Kompetenzzentrum, wie z.B. für Kinder mit einer Autismus-Spektrum-Störung, zur Verfügung gestellt werden, sofern das Ministerium qualifiziertes Personal bereitstelle.

Die Schöffin antwortete Guy Frantzen, dass es derzeit vier Pilotprojekte zur Alphabetisierung in französischer Sprache in Luxemburg gibt, mit einer sehr geringen Schülerzahl pro Klasse gibt. Diese Alphabetisierung, die vom Bildungsministerium beschlossen wurde, stellt jedoch keinen frankophonen Zweig als solchen dar, da die Kinder, die in Französisch alphabetisiert sind, in der Oberstufe jedoch auch hohe Deutschkenntnisse vorweisen müssen. Das Ministerium plant eine Evaluierung dieser Pilotprojekte, um das weitere Vorgehen festzulegen.



Bezüglich internationaler Schulen hat die Gemeinde keinen Einfluss auf deren Standortentscheidungen, da diese von der Regierung bzw. der Abgeordnetenkommission im Rahmen von Sondergesetzen getroffen werden. Zudem steht in Bettembourg keine Fläche für den Bau einer internationalen Schule oder eines Gymnasiums zur Verfügung, da freie Grundstücke Teil der Aktivitätszonen sind, die für wirtschaftliche Aktivitäten vorgesehen sind.

Abschließend fügte Josée Lorsché hinzu, dass die Regierung laut Koalitionsvertrag in der Tat die Alphabetisierung in zwei Sprachen vorsieht. Angesichts des Lehrermangels stellt dieses Vorhaben eine zufriedenstellende Qualität ihrer Meinung nach jedoch infrage, da solche Klassen sofort mit zwei Lehrern besetzt werden müssten, um das Projekt richtig umsetzen zu können. Der Bürgermeister unterstützte die Ansichten von Schöffin Lorsché und Ratsmitglied Alain Gillet und erinnerte daran, dass bei einer der nächsten Ratssitzungen über ein neues PAP-Projekt abgestimmt wird. Laurent Zeimet erklärte, dass die Krisen im Gesundheitswesen und im Bausektor das Bevölkerungswachstum in der Gemeinde verlangsamt hätten und betonte die Notwendigkeit von mehr Platz für einen modernen Unterricht.

Der Gemeinderat stimmte der Schulorganisation 2023/2024 einstimmig zu.

Verordnung über die Gewährung einer Prämie für den Erwerb von Wohneigentum

Bürgermeister Zeimet erklärte, dass die Gemeinde seit einigen Jahren eine Prämie für den Erwerb von Wohneigentum ausbezahlt. Jeder Empfänger staatlicher Beihilfen kann zusätzlich zur staatlichen Unterstützung eine Gemeindebeihilfe in Höhe von 60% des staatlichen Betrags erhalten, begrenzt auf maximal 4500 Euro. Aufgrund von Gesetzesänderungen bezüglich dieser Wohnbeihilfen müssen auch die entsprechenden kommunalen Vorschriften aktualisiert werden. Die Bedingung, dass die geförderte Wohnung mindestens 10 Jahre lang bewohnt sein muss, wird gemäß der gesetzlichen Grundlage auf zwei Jahre reduziert. Bei einem Umzug vor Ablauf dieser Frist muss der Begünstigte zukünftig die gesamte Prämie zurückzahlen.

Von 2012 bis 2023 haben 172 Haushalte von dieser kommunalen Unterstützung profitiert, für insgesamt 441.282 Euro.

Der Gemeinderat genehmigte einstimmig die neue Verordnung über die Gewährung einer Eigenheimzulage.

Verordnung über Ehrenauszeichnungen und Verdienstauserzeichnungen

Der Gemeinderat verabschiedete einstimmig eine Verordnung, die die Kriterien für Ehren- und Verdienstauserzeichnungen festlegt, die auf Beschluss des Gemeinderats verliehen werden können.

Der Bürgermeister erläuterte, dass die Ehrenbürgerschaft, der Literaturpreis für Jugendliche sowie Verdienstauserzeichnungen für Ehrenamtliche und Sportler nun durch eine reglementarische Basis anerkannt werden. Bisher wurde die Ehrenbürgerschaft nur dem Befreier der Gemeinde Bettembourg, dem amerikanischen General James H. Polk, zuerkannt.



Änderungen der Verkehrsordnung

Schöffe Jean Marie Jans (CSV) erklärte, dass gemäß der Erklärung des Schöffenkollégiums Änderungen und Ergänzungen an der kommunalen Straßenverkehrsordnung vorgenommen wurden. Diese Änderungen zielen darauf ab, mehrere Straßen in Fahrradstraßen umzuwandeln, um eine Verbindung zwischen den bestehenden Fahrradwegen herzustellen. Dies soll insbesondere die Sicherheit der Radfahrer verbessern. Die betroffenen Straßen sind: Rue du Château, Rue du Curé, Rue Michel Hack, Rue de l'Indépendance und Rue des Prés in Bettembourg, Rue de l'Eglise in Fenningen, Rue du Ruisseau und Rue du Moulin in Hüncheringen und die Rue de l'Ecole in Nörtzingen. Die Rue Dicks, Rue Luc und Rue Valérie Strecker-Steffen in Bettembourg sollen ebenfalls nach Abschluss der Arbeiten zum Wiederaufbau der Brücke Emile Hammerel zu Fahrradstraßen umgewandelt werden.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) begrüßte die Einrichtung von Fahrradstraßen als starkes und sehr wichtiges Symbol. Seiner Meinung nach ist dies ein Schritt in Richtung eines kohärenteren Radwegenetzes. Er betonte die Notwendigkeit einer klaren Beschilderung dieser Straßen sowie regelmäßiger Kontrollen. Gleichzeitig machte er deutlich, dass dies eine Zwischenlösung darstellt, da das langfristige Ziel die Schaffung eines durchgehenden Radwegenetzes ist, das vom Autoverkehr getrennt ist.

Jeff Gross (CSV), Vorsitzender des kommunalen Mobilitätsausschusses, betonte ebenfalls die symbolische Bedeutung dieser Änderung. Er erklärte, dass einige Ausschussmitglieder eine noch größere Anzahl von Straßen in Fahrradstraßen umwandeln wollten, insbesondere im Bereich von Schulen, jedoch beschlossen haben, zunächst Rückmeldungen abzuwarten. Das Ratsmitglied unterstrich die Wichtigkeit einer genauen Identifizierung und Überwachung dieser Straßen sowie einer transparenten Kommunikation seitens der Gemeinde, um alle Verkehrsteilnehmer über die Bedeutung dieser Art von Straßen zu informieren.

Naturpakt

Schöffin Josée Lorsché informierte den Rat darüber, dass die Gemeinde die erste des Landes sein wird, die sich im Rahmen des Naturpakts am 17. Juni 2024 dem Audit zur Goldzertifizierung (mindestens 70%) unterziehen wird. Der Gemeinderat genehmigte anschließend zwei Maßnahmen, die im Rahmen der Teilnahme der Gemeinde an diesem Pakt ergriffen wurden. Die erste Maßnahme sieht vor, dass in neuen Wohnprojekten (PAP) mindestens 15% der Zirkulationsflächen (öffentliche Plätze, Bürgersteige, Parkplätze) unversiegelt sein müssen, gemessen an der Zirkulationsgesamtfläche, einschließlich der Straßen und Radwege. Die zweite Maßnahme bezieht sich auf das Konzept zur Bewirtschaftung offener Landschaften, das in Zusammenarbeit mit Sicona erarbeitet wurde. Dieses Konzept zielt darauf ab, die Biodiversität und der Ökosystemdienstleistungen in nicht-urbanen Gebieten zu fördern. Dabei werden sämtliche gemeindeeigenen Flächen, die als landwirtschaftliche, nicht-landwirtschaftliche und gemischte Flächen klassifiziert sind, berücksichtigt. Die Schöffin betonte, dass bei Flächen, die landwirtschaftlich genutzt werden und durch Pachtverträge an Landwirte vergeben sind, eine enge Zusammenarbeit mit den Pächtern vorgesehen ist. Diese sollen unterstützt oder konsultiert werden, um ihre Bemühungen zur Erhöhung der Biodiversität auf ihren Grundstücken zu fördern.



Fragen der Gemeinderatsmitglieder

Patrick Kohn (ADR) erkundigte sich nach den Auswirkungen der Bauarbeiten an der Kreuzung der Route d'Esch in Hüncheringen sowie den geplanten Maßnahmen zur Verhinderung weiterer Überschwemmungen in der Rue du Ruisseau in Hüncheringen.

Schöffe Gusty Graas bestätigte, dass Bettemburg regelmäßig von Überschwemmungen betroffen ist, deren Intensität in letzter Zeit besonders in der Region "Mierbech" zugenommen hat. Das Einzugsgebiet des "Mierbech", das einen Großteil des Wassers aus der Gemeinde Monnerich aufnimmt, spielt dabei eine entscheidende Rolle. In Zusammenarbeit mit dem Expertenbüro EEPI arbeiten die Gemeinden Bettemburg und Monnerich an Lösungen. Geplant sind unter anderem die Anlage von Rückhaltebecken für Regenwasser sowie die Entfernung des Wehrs an der Kreuzung der Rue du Ruisseau und der Route d'Esch, das bei Hochwasser das Wasser in den Kanal zurückdrückte. Die Gemeinde setzt sich auch weiterhin aktiv mit den Bürgern zusammen, um zusätzliche Maßnahmen zu planen und umzusetzen. Der Schöffe schloss jedoch mit der Warnung, dass in den kommenden Jahren mit einer Zunahme der Wetterschwankungen zu rechnen sei.

Ratsmitglied Kohn interessierte sich außerdem für die Wartung der Holzverkleidung der neuen Gemeindewerkstätten und hinterfragte, ob eine Standardfassade nicht kostengünstiger gewesen wäre.

Bürgermeister Zeimet erinnerte daran, dass das Projekt der Gemeindewerkstätten in einer früheren Amtsperiode genehmigt wurde, was eine aktuelle Kostenschätzung für eine Standardfassade schwierig gestaltet. Die verschiedenen Gebäude der neuen Werkstätten wurden in unterschiedlichen Phasen gebaut, was zu Farbabweichungen bei den Holzverkleidungen führte. Unbehandeltes Holz ändere mit der Zeit seine Farbe, bis es schließlich ein einheitliches Aussehen erreiche. Die ästhetische Bewertung dieser Entwicklung variere je nach Betrachter.

Beratende Ausschüsse der Gemeinde

Der Gemeinderat hat auf Vorschlag der LSAP-Ratsmitglieder Ben Bausch durch Marc Mayer in der Kommission für Chancengleichheit und sozialen Zusammenhalt und Izabela Golinska durch Françoise Goerend in der Kommission für nachhaltige Entwicklung ersetzt.

